



Résumé de la discussion en ligne

Mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité dans les États arabes

Février 2016



Résumé de la discussion en ligne:

Mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité dans les États arabes

Message d'annonce

La résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité a été adoptée le 31 Octobre 2000 ([S/RES/1325](#)). La participation est l'un des quatre piliers de la résolution, ainsi soulignant l'importance de la participation des femmes sur un pied d'égalité à tous les efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité. Des études comparatives de toutes les régions montrent que le pouvoir de décision des femmes en matière de paix et de conflit a un impact sur le risque de guerre.

Depuis les soulèvements arabes, un grand nombre des pays de la région ont connu une instabilité politique accrue et des luttes violentes sans précédent, avec des femmes et des jeunes filles portant le plus lourd tribut de la violence systématique commise dans les zones de conflit.

Un [rapport d'ONU Femmes de l'année 2013](#) a trouvé "un manque de politiques et de mesures" visant à réduire l'impact des conflits armés sur les femmes, et la faible application, suivi ou communication sur les dispositions pertinentes de la résolution 1325 parmi les pays de la région arabe.

La discussion en ligne restera ouverte sur une période de **5 semaines (10 Décembre 2015 au 24 Janvier 2016)**. iKNOW Politics a structuré la discussion en ligne sur la base de trois blocs principaux, comme indique ci-dessous. Chaque thème se compose d'un ensemble de questions. Les intervenants sont invités à envoyer leurs contributions à autant de questions qu'ils souhaitent pendant toute la durée de cette e-Discussion.

[Veuillez cliquer ici pour accéder à la note conceptuelle complète de cette e-discussion.](#)

QUESTIONS

1. L'Avancement de l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité

- Dans quelle mesure est-ce que la résolution 1325, et en particulier son pilier sur la participation, a été mise en œuvre dans les États arabes ? Quels sont les lacunes et les obstacles ?
- Quels sont les progrès effectués au niveau de la promotion du leadership des femmes et leur participation aux niveaux de la mise en œuvre de la résolution 1325 ?
- Quel sont les mécanismes et structures les plus efficaces pour l'avancement de la mise en œuvre de la résolution 1325 (ex. caucus) ?

2. Stratégies et Suivi

- Y-t-il des contraintes particulières liées à l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité ? Quels sont les mécanismes en place pour mettre en place un budget pour l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité ?
- Quels sont les mécanismes de reddition de comptes qui doivent être élaborés afin d'assurer le suivi sur la résolution 1325 ?

Résumé de la discussion en ligne:

Mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité dans les États arabes

- Plans d'action nationaux (PAN): quelles sont les bonnes pratiques qui existent dans les États arabes et au-delà, et quel est le rôle des parlements dans la promotion du besoin aux PANs à travers leurs fonctions de contrôle?

3. Partenariats et renforcement des capacités

- Quel est le rôle de la société civile et des organisations de femmes dans la mise en œuvre de la résolution 1325 et comment est-ce que les parlementaires peuvent coopérer avec ces parties prenantes? Veuillez partager des exemples concrets.

- Quels sont les types de renforcement des capacités les plus efficaces et quels sont les canaux / formats les mieux adaptés pour améliorer l'apprentissage et l'échange des meilleures pratiques au niveau régional?

- Y a-t-il des sujets qui nécessitent une attention particulière et des efforts de renforcement de capacités qui surgissent suite aux conflits récents (crise des réfugiés, la montée de l'extrémisme)? Y a-t-il des exemples déjà disponibles?

Veuillez envoyer vos réponses à iknowpolitics@unwomen.org ou commenter directement ci-dessous. Afin de publier des commentaires directement sur cette page, veuillez vous connecter en cliquant sur l'icône au coin supérieur droit de cette page, ou vous enregistrer [ici](#).

LISTE DES PARTICIPANTS

La discussion électronique a été hébergée sur le site web d'iKNOW Politics et a reçu onze contributions d'organisations internationales et organisations régionales, de leaders, d'experts en politique et de militants des droits des femmes dans la région arabe. Un commentaire supplémentaire a été rédigé par l'équipe d'iKNOW Politics sur la base de connaissances acquises lors d'un webinaire organisé par la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF).

1. Radhika Coomaraswamy, auteure principale de l'étude mondiale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur la résolution 1325, ancienne sous-secrétaire de l'ONU et ancienne Représentante Spéciale pour les enfants et les conflits armés.

2. Dr Haifa Abu Ghazaleh, Secrétaire Général adjoint de la Ligue des États Arabes, ancienne ministre du Tourisme et des Antiquités en Jordanie, ancienne sénatrice à la Chambre haute du Parlement jordanien et ancienne directrice régionale pour les États arabes de l'UNIFEM.

3. La Commission nationale jordanienne pour les femmes et ONU Femmes Jordanie, réponse conjointe par les deux organisations spécifiques au contexte jordanien.

4. Sally El Mahdy, conseillère régionale en participation politique au Bureau régional d'ONU Femmes pour les États arabes au Caire.

5. Pamela Husain, conseillère en femmes, paix et sécurité et conseillère Humanitaire au Bureau régional d'ONU Femmes pour les États arabes au Caire.

6. Sarah Douglas, spécialiste de la politique sur la paix et la sécurité au Siège d'ONU Femmes.

7. Gabriella Borovsky, spécialiste de la politique sur la participation politique au siège d'ONU Femmes.

8. Basma Al Khateeb, défenseur des droits de l'Homme, militante pour les droits des femmes, membre du Réseau des femmes irakiennes, ancienne coordonnatrice de l'UNIFEM et le UNFPA en Irak.

Résumé de la discussion en ligne:

Mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité dans les États arabes

9. Kirthi Jayakumar, défenseur des droits des femmes, auteure, journaliste, bénévole aux Nations Unies et avocate spécialisée dans le droit international public et les droits de l'Homme.

10. Marwa Farid, candidate de master en sécurité, terrorisme et insurrection. Analyste politique spécialisée dans les affaires du Moyen-Orient et Afrique de Nord.

11. Nana N'Dow, consultante spécialisée dans les processus politiques inclusifs au PNUD.

12. iKNOW Politics a soumis une contribution au sujet des plans d'action nationaux.

Résumé des réponses

L'équipe d'iKNOW Politics a compilé l'essentiel des expériences, pratiques et recommandations mises en avant dans chaque réponse. Le résumé qui suit met en évidence les principales conclusions de cette e-Discussion.

L'avancement de l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité

S'inspirant et confirmant les résultats de l'étude mondiale des Nations Unies sur la mise en œuvre de la résolution 1325 "[La prévention des conflits, Transformation de la Justice, Maintien de la Paix](#)", tous les participants appellent au besoin urgent de faire avancer l'agenda les femmes, la paix et la sécurité dans le monde arabe.

Tous les participants attirent l'attention sur la complexité des conflits qui se déroulent actuellement dans la région, tout en soulignant les opportunités et les avantages qu'offrent une participation des femmes plus importante dans les efforts et processus de paix. En effet, quand les femmes participent elles changent les dynamiques en apportant avec elles des qualités de leadership importantes comme par exemple la construction d'un consensus, le débat public, et un besoin de conclure les négociations et de mettre en œuvre les accords. Ces éléments sont primordiaux pour que les négociations de paix soient significatives et durables. La recherche a montré que la participation des femmes aux processus de paix conduit à de meilleurs résultats. L'Etude Globale de l'ONU montre que la participation des femmes dans les processus de paix engendre "une augmentation de 20 pour cent de la probabilité d'un accord de paix durable deux ans. Ce pourcentage augmente au fil du temps, avec une augmentation de 35 pour cent de la probabilité d'un accord de paix qui dure 15 ans". Une étude de l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement de Genève montre que les accords de paix sont plus susceptibles d'être atteints dans les cas où les femmes ont été en mesure d'exercer une forte influence sur le processus de négociation, et que ces accords étaient plus susceptibles d'être mis en œuvre par la suite. En outre, plusieurs des pays avec les représentations féminines en politique les plus élevées dans le monde sont aussi ceux qui sortent d'un conflit comme par exemple l'Afghanistan, l'Angola, le Burundi, la Croatie, l'Irak, le Mozambique, la Namibie, le Népal, le Rwanda, la Serbie et le Sud-Soudan.

Les participants ont clairement indiqué que la participation et le leadership des femmes ont des avantages considérables dans les négociations de paix ainsi que des retombées qui améliorent l'avancement des législations et des actions sensibles au genre. Des exemples d'autres pays ont été cités:

«Au Burundi, les femmes ont réussi à inclure des clauses sur la liberté du mariage et le droit de choisir son partenaire dans le texte de l'accord de paix. Au Guatemala, les organisations de femmes ont par exemple coordonnées avec une représentante à la table des négociations pour

Résumé de la discussion en ligne:

Mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité dans les États arabes

mettre en place des engagements pour classer le harcèlement sexuel comme une nouvelle infraction pénale et établir un bureau pour les droits des femmes autochtones ».

Dans la région arabe, seuls trois pays ont mis en place des plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la résolution 1325. On cite l'exemple de l'Irak qui a adopté son plan d'action national en Février 2014. Les deux autres, la Palestine et la Jordanie, ont rédigé leurs plans respectifs sans arriver à l'étape d'une adoption officielle. Comme l'exprime la Commission nationale jordanienne pour les femmes, l'adoption du plan d'action national en Jordanie a été compromise par des efforts de sensibilisation limités et un manque d'engagement local dans le processus de rédaction. Le projet est toujours à l'étape de révision entamée par le Gouvernement jordanien. C'est le cas depuis trois ans. Depuis 2015, la Commission nationale jordanienne pour les femmes travaille en collaboration avec ONU Femmes en Jordanie dans le but de mettre en œuvre la résolution 1325 par le développement et la proposition d'un nouveau plan d'action national pour le pays.

Au niveau régional, la Ligue des États Arabes a présenté une stratégie régionale sur l'avancement de l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité qui comprends un plan d'action régional pour la mise en œuvre de toutes les résolutions du Conseil de sécurité relatives à cet agenda. La Ligue des Etats Arabes est la première organisation régionale à prendre l'initiative d'une telle stratégie.

Tous les participants conviennent que la mise en œuvre de la résolution 1325 est un processus difficile. L'un d'entre eux a souligné ce qui suit:

«Le principal défi à relever est essentiellement un défi lié aux attitudes – par exemple si le pays X n'est pas en période de conflit, il n'estime pas qu'il a besoin d'un plan d'action national. La perception que la résolution 1325 s'applique uniquement aux pays en conflit est en train d'évoluer lentement. Ceci dit, la sensibilisation exige une mobilisation continue... Un autre défi majeur est lié à la relation traditionnelle (ou absence de relation) entre le gouvernement et la société civile, et d'une manière plus spécifique le manque de l'engagement avec les femmes en tant que représentants égaux et appréciés de la société civile. »

Les difficultés rencontrées par les organisations de la société civile qui souhaitent participer à la mise en œuvre de l'agenda a été mentionné par plusieurs participants. En Irak par exemple, malgré la mise en place d'un groupe de travail multisectoriel ayant pour mission de développer à plan d'action national consenti par les différents acteurs de la société, le gouvernement a manqué de consulter ce groupe lors de la révision unilatérale du texte. Ceci a entraîné la suppression et le changement de plusieurs articles préalablement convenus par le groupe. De plus:

"Il a également été observé que le plan adopté manquait d'indicateurs statistiques pour démontrer l'escalade de la violence... En outre, le plan ne comportait pas la résolution du Conseil de Sécurité 1820 sur la criminalisation de la violence sexuelle comme moyen de guerre. La liste des recommandations de la résolution 1325 manquait également."

Un autre défi majeur mentionné par de nombreux participants est le manque de financement pour soutenir la pleine mise en œuvre des plans d'action nationaux. Il a été noté que seuls quelques plans ont des budgets spécifiques et qu'encore moins de plans reçoivent des financements de la part du gouvernement en question.

Résumé de la discussion en ligne:

Mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité dans les États arabes

Les parlements se sont révélés être des organes vitaux dans la justice transitionnelle, comme le prouvent les exemples de la Bosnie, la Libye, le Kosovo et la Croatie où les parlements ont permis des compensations pour les femmes victimes de conflit (surtout victimes de violences sexuelles). Le rôle des députés hommes a été mentionné comme important dans les efforts de promotion de l'agenda des femmes, de la paix et de la sécurité dans les parlements :

"Il est essentiel d'avoir des hommes et des femmes parlementaires prêts à promouvoir l'agenda. Cet agenda n'est pas seulement un programme de genre, mais un programme national qui touche aux droits Humains et par conséquent qui doit concerner toutes les responsables. Il est essentiel d'avoir des hommes ainsi que des femmes champions de la cause, surtout dans les sociétés patriarcales, car les femmes au sein du gouvernement ne sont pas toujours totalement indépendantes de leurs".

Trois propositions ont été suggérées pour les parlements dans la région arabe:

1. Développer des lois sensibles au genre qui adressent différents articles de la résolution 1325, y compris l'introduction de quotas pour les femmes dans les négociations de paix et entités transitoires.
2. Suivi du gouvernement par rapport à sa mise en œuvre de la résolution 1325 et des lois de la même nature.
3. Sensibiliser le grand public sur la résolution 1325.

Deux groupes parlementaires ont été récemment lancés par le Parlement régional des Etats arabes et le Parlement national algérien. Tous deux ont mis la résolution 1325 au cœur de leur fonctionnement par des règlements et des plans d'action annuels qui œuvrent l'égalité des sexes.

Stratégies et Suivi

Pour qu'un plan d'action national atteigne son plein potentiel en termes de mise en œuvre, des stratégies et des mécanismes de suivi et d'évaluation efficaces et appropriés doivent être mis en place. L'accent a été mis sur les acteurs responsables de la surveillance et les mécanismes en place pour partager les résultats. Certaines bonnes pratiques ont été observées, par exemple il est bénéfique que la société civile soit engagée dans le processus de surveillance, ce qui lui permet de produire des rapports d'ombre. Cela conduit à une plus grande transparence et une mise en œuvre réussie et efficace. Il a été suggéré par les participants de rendre les rapports publics et de lier ce processus aux rapports sur la budgétisation sensible au genre. Un tel mécanisme facilite au gouvernement la réalisation de ses engagements en matière de genre.

Les participants de la Jordanie ont également mis l'accent sur la nécessité de profiter de l'expertise et du soutien technique dans le processus de suivi. Par exemple, la Commission nationale jordanienne pour les femmes et ONU Femmes Jordanie ont regroupé les différentes parties prenantes autour d'une même table. Voici les pratiques qui ont été élaborées en vue d'un nouveau plan d'action national en Jordanie :

1. Une coopération à trois voies entre la Commission nationale jordanienne pour les femmes, ONU Femmes (afin de fournir la légitimité internationale et le soutien technique) et l'Institut pour la sécurité inclusive (fournissant une expertise technique spécifique sur les processus de conception et de mise en œuvre du plan d'action). Ces trois organes serviront comme la base des experts techniques pour appuyer le Comité de pilotage national.

Résumé de la discussion en ligne:

Mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité dans les États arabes

2. La mise en place d'un comité de pilotage (pas encore constitué en Jordanie), composé de fonctionnaires gouvernementaux de haut niveau. Le Comité de pilotage est l'organe primaire de prise de décision. Il aura pour fonction de conduire le processus d'adoption du plan d'action national ainsi que sa mise en œuvre et la localisation à des stades ultérieurs. En outre, il permettra de clairement délimiter l'orientation du plan d'action et il aidera à ce que la volonté politique du pays soit plus comprise et que les priorités nationales soient respectées.

3. La mise en place d'un organe consultatif en Jordanie, la Coalition nationale pour la mise en œuvre de la résolution 1325. Avec une représentation plus large que le Comité de pilotage, le rôle de l'organe consultatif est de soutenir et de guider le processus d'élaboration du plan d'action national en Jordanie.

4. La création d'un Secrétariat pour la résolution 1325 au sein de la Commission nationale jordanienne pour les femmes, ce qui signifie avoir des employés spécifiquement dédiés à l'agenda des femmes, de la paix et de la sécurité. Ceci permettra d'assurer une certaine cohérence et continuité au processus.

Il y a d'autres bonnes pratiques, comme par exemple la Stratégie régionale proposée par la Ligue des Etats Arabes plus haut. Certains participants ont qualifié cette initiative comme positive et ceci pourrait encourager d'autres organisations régionales à reconnaître l'impact régional des conflits et à identifier comment chaque pays peut contribuer à atténuer les impacts négatifs. La création de ces plateformes est donc une étape importante pour la promotion du dialogue régional et le renforcement des partenariats. Cependant, il reste à voir si un modèle tel que celui initié par la Ligue des Etats Arabes aura des effets positifs sur l'avancement de l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité et plus généralement sur la participation des femmes.

Partenariats et renforcement des capacités

La création de partenariats, en particulier avec la société civile, est au cœur d'une mise en œuvre réussie de l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité.

Les participants ont convenu que la société civile et les organisations de femmes ont joué un rôle clé dans la promotion de l'agenda, la promotion du rôle des femmes dans les processus de paix, et la sensibilisation sur l'impact des conflits spécifiques aux femmes et filles dans la région arabe:

«Nous avons travaillé avec des partenaires nationaux et organisations de la société civile nationales afin d'aligner leurs forces et efforts de lobbying pour augmenter la représentation des femmes dans les négociations de paix, de dialogue politique, de développement de constitutions et au sein des gouvernements suite aux accords de paix. Par exemple, en Libye six femmes étaient membres de l'assemblée en charge de la rédaction de la constitution et un thème sur les femmes a été introduit au dialogue politique formel, qui comprend 25 femmes actives. En outre, une Initiative des Femmes Syriennes, composée de plus de 40 femmes activistes, a été créée (représentant différentes ethnies, origines, régions, affiliations politiques...). L'Initiative des Femmes Syriennes a réussi à former une voie parallèle au dialogue politique officiel et a créé un espace pour les voix des femmes, ce qui renforce leur pouvoir de lobbying ».

Il est essentiel de réunir les personnes directement concernées, par exemple par le biais de plateformes qui permettent à tous les intervenants de se rencontrer et de prendre des décisions

Résumé de la discussion en ligne:

Mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité dans les États arabes

ensemble et de partager des connaissances, tout en assurant la pertinence et l'aspect pratique. Par exemple, les organisations de la société civile en Irak ont mené plusieurs actions pour atteindre les différents groupes ethniques et religieux des deux sexes et promouvoir les principes de la coexistence pacifique et la tolérance dans les régions avec des niveaux élevés de violence sectaire.

En ce qui concerne le renforcement des capacités, de nombreuses organisations de la société civile irakiennes ont organisé des formations dans les domaines de la résolution des conflits, le dialogue et le développement. Nul ne peut nier le vaste impact qu'a la société civile dans la société. Par exemple, les mouvements de femmes en Irak ont fait pression avec succès pour l'adoption dans la constitution d'un système de quotas qui assure un minimum de 25% pour la participation des femmes.

Un autre exemple est celui du bureau régional d'ONU Femmes au Caire qui a organisé un atelier de deux jours de renforcement des capacités rassemblant les activistes pour les droits des femmes du monde arabe. Des formations sur la rédaction de plans d'actions nationaux efficaces et réalisables ont été fournies. En outre, il a été souligné qu'une pleine compréhension des besoins et du contexte national est un élément clé pour renforcer les capacités et sensibiliser. En vue d'améliorer la compréhension des enjeux locaux liés aux femmes, à la paix et à la sécurité, des plans tenant compte de la dimension du genre dans radicalisation ainsi que des consultations avec des réfugiés sont actuellement en cours d'élaboration.

RESSOURCES UTILES sur iKNOW Politics

Des femmes promeuvent la paix au Burundi

Plan d'action régional pour les femmes, la paix et la sécurité initié par la Ligue Arabe

Femmes, Paix et Sécurité : des engagements à tenir

Pour plus de ressources en français, veuillez cliquer [ici](#).

Leveraging UNSCR 1325 National Action Plans for Local Change: Civil society opportunities in the MENA region [\[EN\]](#) [\[AR\]](#)

Regional Strategy "Protection of Arab Women: Peace and Security" [\[EN\]](#) [\[AR\]](#)

Advancing gender equality within peace and security in Jordan [\[EN\]](#) [\[AR\]](#)

Iraqi National Action Plan for Implementation of the UNSCR 1325 [\[EN\]](#) [\[AR\]](#)

Iraqi Women in Armed Conflict and Post-conflict Situation [\[EN\]](#) [\[AR\]](#)

iKNOW Politics Interview with Radhika Coomaraswamy [\[EN\]](#)

Policy Recommendation: Applying Global Tools to Improve National Action Plans on UNSCR 1325 [\[EN\]](#)

Women, Peace and Security in Iraq [\[EN\]](#)

CNN Video on the Importance of Women for Peacebuilding [\[EN\]](#)

Why Women? Inclusive Security and Peaceful Societies Marie O'Reilly October 2015.

<https://www.inclusivesecurity.org/wp-content/uploads/2015/10/Why-Women-Brief-10.12.15.pdf>

UN Women, 2013, Regional Consultation for the Proposed General Recommendation on Women's Human Rights in Situations of Conflict and Post Conflict Contexts for the Arab States & the Committee on Elimination of Discrimination Against Women, Amman, Jordan, available at:

Résumé de la discussion en ligne:

Mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité dans les États arabes

<http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/CEDAW/Womenconflictsituations/RegionalConsultationAmmanJan2013.pdf>

حلقة نقاشية حول حماية النساء أوقات النزاعات المسلحة الداخلية في بنغازي

تعاني المرأة بكل تأكيد لشتى أنواع التعسف والاضطهاد وانتهاكات العديدة الجسدية والجنسية وقد تم تسجيل وتدوين العديد منها وخاصة أثناء الأزمات...

نساء ليبيا يقدمن خطة عمل من أجل السلام في مؤتمر صحفي في جنيف

بعد اجتماع استمر ثلاثة أيام في مونترو في سويسرا قدمت مجموعة نساء ناشطات لبيبات من مختلف الخلفيات من داخل وخارج البلاد خطة عمل من أجل السلام...

فائزة جائزة نوبل للسلام من تونس، وداد بوشماوي تتحدث أمام مجلس الأمن

"البلدان في منطقتنا تعاني من أزمة سياسية واجتماعية واقتصادية غير مسبوقة. إن تهيش شعوب المنطقة لعقود..."

لقاء مع بسمة الخطيب، ناشطة في شبكة النساء العراقيات

بسمة الخطيب مختصة في شؤون المرأة، و هي عضوة في شبكة النساء العراقيات و منسقة سابقة لبرنامج...

تحديد الفجوات التشريعية في تطبيق قرار مجلس الأمن 1325 حول المرأة و الأمن و السلام في الدول العربية

تم تحضير هذه الدراسة في سياق مشروع الأمم المتحدة للتنمية المخصص ببناء المؤسسات و قدرات البرلمانات العربية و غيرها...

لقاء مع السيدة الزهراء لنقي من ليبيا

الزهراء لنقي، مؤسسة من مؤسسات منبر المرأة الليبية من أجل السلام و عضو في الشبكة العربية للمرأة و الأمن و السلام، كرامة... المزيد [هنا](#).